



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240408-lmc1324763-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 10 avril 2024
Date de publication : 10/04/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 8 AVRIL 2024**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 24/216

**PROCEDURE
D'EXPROPRIATION POUR
CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE -
MISE EN SECURITE DU MONT
FARON - ACQUISITION DU
SURPLUS DE LA PROPRIETE
ENCLAVEE CADASTREE
SECTION EV N°355 ET 357 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/216

BUREAU DU 8 AVRIL 2024

**O B J E T : PROCEDURE D'EXPROPRIATION POUR CAUSE
D'UTILITE PUBLIQUE - MISE EN SECURITE DU MONT
FARON - ACQUISITION DU SURPLUS DE LA
PROPRIETE ENCLAVEE CADASTREE SECTION EV
N°355 ET 357 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'expropriation,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023
portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la délibération de la ville de Toulon du 23 mai 2018 désignant la Métropole en qualité de personne publique chargée de la conduite des procédures environnementales et d'acquisitions foncières forcées, nécessaires à la réalisation des travaux de sécurisation du site du Mont Faron,

VU la délibération n°18/06/238 du 21 juin 2018 relative à l'approbation de la conduite par la Métropole des procédures environnementales et d'acquisitions forcées relatives au projet de sécurisation du site du Mont Faron,

VU la délibération n°19/12/493 du 10 décembre 2019 décidant du recours à la procédure d'expropriation,

VU le PLU de la ville de Toulon mis en compatibilité, et en son sein le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles portant notamment sur le massif du Faron,

VU l'enquête publique conjointe relative à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, tenue du 27 septembre au 29 octobre 2021,

VU l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2022 déclarant d'utilité publique le projet de mise en sécurité du Faron et les acquisitions nécessaires à sa mise en œuvre,

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2022 déclarant cessibles les biens concernés par les opérations de mise en sécurité du Faron,

VU l'ordonnance d'expropriation du 30 décembre 2022, rendu par le tribunal judiciaire de Toulon en qualité de juge de l'expropriation, déclarant expropriés au profit de la Métropole les biens nécessaires aux opérations de mise en sécurité du Faron,

VU l'état parcellaire inclus dans l'arrêté préfectoral de cessibilité et l'ordonnance d'expropriation, portant notamment sur les parcelles cadastrées section EV n°354 et 356 pour un total de 3620 m², appartenant à Mme BARBIER et M. PAGNI,

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur du 29 novembre 2021,

VU l'avis des Domaines n°2021-83137-90406 du 18 février 2022, estimant l'indemnité totale de dépossession des parcelles précitées à la somme de 10 658 €, toutes indemnités confondues,

VU le mémoire valant offre de prix adressé aux époux PAGNI-BARBIER, le 19 janvier 2023,

VU le mémoire valant acceptation de l'offre transmis par les époux PAGNI-BARBIER le 9 janvier 2024,

VU le jugement d'expropriation en date du 16 février 2024, établissant l'indemnité de dépossession à 10 658 €, toutes indemnités confondues,

CONSIDERANT que dans leur mémoire valant acceptation de l'offre, les époux PAGNI-BARBIER établissent la situation d'enclave du reste de leur propriété non impactée par l'expropriation, rendue inaccessible par la pose de filets de sécurité traversant de part en part leur terrain, et souhaitent à ce titre que la Métropole acquiert le surplus enclavé à la valeur de 2,5 € le m², tel qu'établie par le service France Domaine, soit pour une emprise de 12 004 m² un total de 30 010 €,

CONSIDERANT que la Métropole a reconnu la situation d'enclave et a sollicité le juge, lors du transport sur les lieux, pour qu'il intègre cet accord d'acquisition du surplus dans son jugement,

CONSIDERANT que le juge n'a pas intégré le mémoire des époux PAGNI-BARBIER dans son jugement car non présenté par avocat, se limitant à fixer l'indemnité de dépossession pour les seules parcelles incluses dans l'ordonnance d'expropriation, cadastrées section EV n°354 et 356,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors d'autoriser l'acquisition des parcelles enclavées cadastrées section EV n°355 et 357, au prix de 30 010 €,

Et après avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ACCEPTER l'acquisition des parcelles cadastrées section EV n°355 et 357 au prix de TRENTE MILLE DIX EUROS (30 010 €) du fait de leur situation d'enclave par l'établissement de filets de sécurité en aval.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'acquisition est réalisée pour le compte de la ville de Toulon, conformément au mandat donné à la Métropole.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'acte de vente sera établi en la forme administrative dont les frais seront supportés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à recevoir l'acte administratif.

ARTICLE 6

D'AUTORISER Monsieur le Vice-Président de la Métropole compétent à signer l'acte administratif.

ARTICLE 7

D'AFFECTER les dépenses nécessaires sur le Budget Principal 2024 et suivant, opération 23 150 AP-CP Faron.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0

Elu ne prenant pas part au vote :
Monsieur Ange MUSSO.

